

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des
Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 06/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE DEMINAGE

Préfecture de Charente Maritime
38 rue Réaumur
17000 La Rochelle

Références : -

Code AIOT : 0007209108

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE DEMINAGE implanté chemin de Dunkerque Camp de Jeumont 17000 La Rochelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE DEMINAGE
- chemin de Dunkerque Camp de Jeumont 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007209108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'antenne interdépartementale de déminage de la Rochelle est un service de la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises du ministère de l'Intérieur. Le site stocke les lots d'intervention pyrotechnique des démineurs ainsi que des munitions collectées.

Le site est régulièrement soumis à enregistrement au titre de la rubrique 4220 de la nomenclature des ICPE et est encadré par l'arrêté préfectoral n°11-3459 du 15 novembre 2011.

Par prise d'acte du 9 octobre 2017, le site est également soumis à autorisation au titre de la rubrique 2793 2a de la nomenclature ICPE.

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	2 mois
2	Locaux de stockage	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.3.3	Demande d'action corrective	3 mois
4	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	3 mois
5	Surveillance et réseau de détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Demande d'action corrective	1 mois
6	Gravité des phénomènes dangereux	Arrêté Ministériel du 20/04/2007, article 18	Demande d'action corrective	3 mois
7	Zone de stationnement temporaire	Arrêté Ministériel du 21/04/2007, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	EDD - zones d'effets	Autre du 03/04/2021, article x	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Locaux de stockage - implantation interne	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection DREAL du 26/02/2026, il est attendu des compléments de la part de l'exploitant

sur les points suivants :

- ajout des matières combustibles stockées dans l'état des stocks,
- remise d'un dossier de porter à connaissance relatif aux modifications des conditions de stockages des explosifs,
- justification du fonctionnement, des tests et de la maintenance de certaines mesures de maîtrise des risques,
- justification du dimensionnement et des contrôles périodiques des détecteurs incendie,
- ajout de la gravité pour les phénomènes dangereux sortant du site dans l'étude de dangers,
- bilan des dates de stationnement temporaire des véhicules de transports d'explosifs sur le site,
- justification des hypothèses de modélisation des zones d'effets issues du bunker portes fermées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant a mis en place un système de suivi de l'état des stocks, accessible à tout moment sur ordinateur et sur téléphone. Cet état des stocks est actualisé en temps réel. L'inspection note que les matières combustibles ne sont pas prises en compte (caisses de plastiques ou de bois notamment). L'inspection a constaté que le jour de la visite le timbrage des installations n'est pas dépassé pour les rubriques 2793 et 4220. Par échantillonnage, l'inspection a constaté que l'état des stocks correspondant bien aux stocks présents sur l'installation le jour de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu que l'exploitant intègre les matières combustibles présentes sur son site dans l'état des stocks.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Locaux de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Éloignement des installations
Prescription contrôlée : Ces locaux sont séparés des locaux abritant des installations relevant « de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4210, 1312 ou 2793 » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'implantation de ces locaux respecte les distances d'isolement mentionnées au point 2.2.2 de la présente annexe.
Constats : CfPartie confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu que l'exploitant fournisse un dossier de porter à connaissance de la modification de ses installations à l'inspection des installations classées. Ce porter à connaissance devra évaluer les conséquences de la modification sur les risques au sein de l'installation (présence de la bouche d'aération en ZS2, proximité avec la zone de stationnement temporaire notamment, présence du groupe électrogène...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Locaux de stockage - implantation interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation interne
Prescription contrôlée : Lorsque les produits explosifs présents dans l'installation peuvent présenter un régime de décomposition rapide (de type détonation), les distances d'isolement entre deux bâtiments ou installations pyrotechniques respectent a minima les distances (en mètres au niveau du sol, en terrain plat et sans protection particulière et où Q représente la masse nette de matière explosible exprimée en kg) de $0,5.Q^{1/3}$ et de $2,4.Q^{1/3}$ s'il y a un risque de projections. L'exploitant s'assure en permanence du maintien des conditions de manipulation, de stockage et d'environnement qui ont été retenues pour la détermination des distances d'éloignement et d'isolement. [...]
Constats : Lors de la visite et par échantillonnage, l'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none"> - le respect des distances d'éloignement entre les stockages de produits explosifs, - la mise en oeuvre de murs de fractionnement en béton dont les épaisseurs varient de 30 à 120 cm et d'une hauteur d'au moins 50 cm supérieure aux piles de stockage, - la présence d'armoire fortes pour le stockage de produits explosifs de dotation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques. A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : - le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; - la tenue à jour des procédures ; - le test des procédures incident/ accident ; - la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.
Constats : Cf Partie confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu que l'exploitant : - identifie le(s) phénomène(s) dangereux sur lesquels la ventilation mécanique des locaux est impactante et précise les valeurs de renouvellement d'air attendues. Il devra également fournir les rapports de tests de ventilation mécanique des locaux, notamment au niveau des zones de stockage du bunker. Si l'exploitant ne considère plus la ventilation des locaux comme une mesure de maîtrise des risques, il devra actualiser ce point dans son étude de dangers. - justifie de l'autonomie du groupe électrogène (24h pour le secours de la centrale incendie), - apporte la preuve de la maintenance faite sur le groupe électrogène.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Surveillance et réseau de détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
Thème(s) : Risques accidentels, Détecteurs incendie
Prescription contrôlée : A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des

phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...).

Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.

L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs.

Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.

Constats :

Lors de la visite l'exploitant a indiqué la présence de 11 détecteurs optiques dans le bunker. Il n'a pas été en mesure de fournir les justificatifs de conception et de dimensionnement du réseau de détecteurs.

L'exploitant n'a pas non plus fourni la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité. L'inspection note que ces détecteurs apparaissent néanmoins sur un plan et a constaté par échantillonnage la présence effective des détecteurs dans le bunker.

L'exploitant a indiqué effectuer une maintenance trimestrielle des détecteurs et de la sirène associée mais n'a pas été en mesure le jour de l'inspection de présenter les rapports de contrôles périodiques afférents.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant :

- justifie du dimensionnement du réseau de détecteurs optiques dans le bunker,
- fournisse la preuve de réalisation des contrôles périodiques sur ce réseau de détecteurs et sur la sirène associée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Gravité des phénomènes dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2007, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, EDD

Prescription contrôlée :

Dans son étude de dangers, l'exploitant doit, pour chaque installation susceptible de générer un accident présentant des effets à l'extérieur de l'établissement, renseigner le tableau suivant pour chaque phénomène dangereux identifié : tableau présentant la gravité.

Constats :

L'inspection a constaté que dans le rapport de l'étude de sécurité pyrotechnique, indice 2 daté du 03/04/2021 dans laquelle est intégrée les éléments de l'étude de dangers, il n'est pas fait mention de la gravité du phénomène dangereux sortant du site. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu apporter de précision sur ce point.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu que l'exploitant renseigne dans l'étude de dangers, le tableau de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20/04/2007 pour chaque installation susceptible de générer un accident présentant des effets à l'extérieur de l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Zone de stationnement temporaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/04/2007, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, EDD
Prescription contrôlée : A défaut qu'une aire de stationnement n'ait été prévue par l'exploitant dans l'enceinte de l'établissement et dont la conformité (emplacement, timbrage ...) aura été justifiée dans l'étude de sécurité du travail et l'étude de dangers, le stationnement exceptionnel des véhicules de transport chargés en provenance ou à destination de la voie publique qui se font en conformité avec la réglementation transport de matières dangereuses et dont les aléas de logistique ne permettent pas de traitement dans des délais rapides est possible sous réserve de vérification qu'en cas d'accident relatif à ce stationnement il n'y ait pas de possibilité de transmission aux installations de l'établissement, et qu'en cas d'accident survenant dans une installation ils n'aggravent pas cet accident. Dans ce cas, le stationnement des véhicules de transport chargés en provenance de la voie publique doit être le plus court possible et en toutes circonstances inférieur à 18 heures, sur un emplacement réservé à cette fin, choisi de manière adéquate et dont l'existence a été prise en compte dans l'étude de sécurité et/ou de dangers. Le nombre maximal de véhicule de transport autorisé à stationner dans l'établissement dans ces conditions est limité à un. Les zones d'effet ainsi mises en évidence ne doivent toutefois pas être prises en compte pour la détermination des zones Z1 à Z5 telles que définies à l'article 11 et reprises dans les articles 14 et suivants. L'exploitant devra par ailleurs tenir à la disposition des services d'inspection un bilan annuel des dates qui auront été concernées par un tel stationnement.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a déclaré avoir défini une zone de stationnement temporaire pour les véhicules de transport chargés en provenance de la voie publique, au niveau de la ZS4 du bunker. Il a déclaré que cette zone de stationnement a été peu utilisée mais n'a pas été en mesure de fournir un bilan annuel des dates concernées par un tel stationnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est attendu que l'exploitant fournisse un bilan annuel des dates concernées par le stationnement temporaire de véhicules de transport chargés en provenance de la vois publique en ZS4.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : EDD - zones d'effets

Référence réglementaire : Autre du 03/04/2021, article x
Thème(s) : Risques accidentels, Hypothèses EDD
Prescription contrôlée : <p>Dans le rapport de l'étude de sécurité pyrotechnique, indice 2 daté du 03/04/2021 et qui intègre les éléments de l'étude de dangers, il est mentionné en page 117 des zones d'effets sortants du blockhaus portes fermées sans que les hypothèses de modélisation soient expliquées.</p>
Constats : <p>Lors de la visite, l'inspection a interrogé l'exploitant afin de savoir comment ont été calculées les distances d'effets de surpression au niveau de la bouche de ventilation du blockhaus. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir une réponse.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est attendu que l'exploitant précise comment ont été calculées les zones d'effets sortants du blockhaus, portes fermées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois